

La procédure de recours

Autor(en): **Broglin, Pierre**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Défis / proJURA**

Band (Jahr): **2 (2004)**

Heft 5: **Les marchés publics**

PDF erstellt am: **11.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-824125>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrücke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

La procédure de recours

Le nouveau droit des marchés publics se caractérise par la protection juridique que l'on a voulu accorder aux soumissionnaires.

Concrètement, cela a pour conséquence que ceux-ci peuvent contester auprès d'une autorité de recours la décision d'adjudication ou d'autres décisions, par exemple leur exclusion de la procédure.

L'élément clé: l'effet suspensif

Il est très important que le soumissionnaire évincé demande à l'autorité de recours que celle-ci octroie l'effet suspensif. Si celui-ci est accordé, l'autorité adjudicatrice ne pourra pas conclure le contrat jusqu'à l'issue de la procédure de recours.

Si cet effet suspensif n'est pas demandé ou, s'il l'est et qu'il n'est pas accordé, le contrat pourra être conclu avec l'adjudicataire. Le soumissionnaire évincé ne pourra alors plus exiger que le contrat soit passé avec lui s'il obtient ultérieurement gain de cause dans la procédure de recours.

Il ne pourra que demander des dommages-intérêts peu importants, limités en principe aux seules dépenses qu'il a eues dans le cadre de sa soumission (heures de travail et

frais effectifs) ou en rapport avec la procédure de recours. Il n'aura pas droit au gain que le contrat aurait pu lui procurer.

Critères pour accorder l'effet suspensif

L'autorité de recours se prononce sur la question de l'effet suspensif sur la base du dossier à sa disposition. Pour octroyer l'effet suspensif, il faut que le recours ne paraisse pas de prime abord dépourvu de chances de succès. En outre, aucun intérêt privé ou public prépondérant ne doit s'opposer à cette solution.

En pratique, les autorités adjudicatrices invoquent souvent l'urgence des travaux à réaliser pour s'opposer à l'effet suspensif. Tel a été le cas, par exemple, pour certains travaux se rapportant à l'A 16 ou à la construc-

tion de halles polyvalentes par des communes. Cet argument n'est pas retenu sans autre pour refuser l'effet suspensif. En effet, on demande aux autorités adjudicatrices de planifier leurs procédures de marchés publics en comptant avec la possibilité de recours contre leurs décisions.

Les autorités de recours

Dans le canton du Jura, les recours sont traités par la Chambre administrative du Tribunal cantonal. Dans le canton de Berne, les décisions des autorités communales peuvent être attaquées en première instance devant le préfet. Les décisions des autorités cantonales peuvent, elles, faire l'objet d'un recours en première instance auprès de la direction compétente du Conseil-exécutif. Les décisions rendues sur recours par le préfet ou par cette direction peuvent ensuite être attaquées auprès du Tribunal administratif.

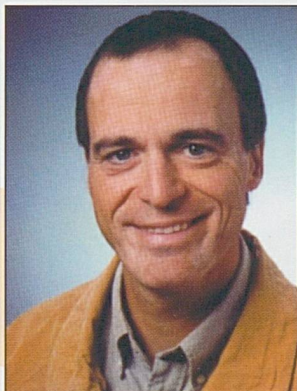
Les jugements rendus par la Chambre administrative du Tribunal cantonal jurassien ou par le Tribunal administratif du canton de Berne peuvent faire ensuite l'objet d'un recours de droit public au Tribunal fédéral.

Les formes de la procédure de recours

Le recours doit être déposé dans un délai de dix jours. On peut invoquer une mauvaise application du droit, y compris un excès ou un abus du pouvoir d'appréciation de l'autorité adjudicatrice, de même qu'un constat inexact ou incomplet des faits. Le soumissionnaire pourra aussi se plaindre de vices de forme, par exem-

**Par
Pierre Broglin**

*Juge au Tribunal cantonal
jurassien*





ple la participation à la procédure d'adjudication de certaines personnes qui auraient dû se récuser en raison de liens de parenté avec d'autres soumissionnaires.

Comme le droit des marchés publics est particulièrement complexe, il est vivement conseillé de faire appel à un avocat qui connaît ce domaine.

Généralement, l'entreprise qui s'est vu adjuger les travaux est invitée à participer à la procédure de recours pour qu'elle puisse faire valoir ses arguments.

La décision sur recours

L'autorité de recours peut revoir librement les questions de droit. Toutefois, lorsqu'elle doit se prononcer sur des notions indéterminées, par exemple sur la question de savoir quelle est l'offre la plus avantageuse, elle fait généralement preuve de retenue et reconnaît au pouvoir adjudicateur un large pouvoir d'appréciation, d'autant plus important lorsque le domaine exige des connaissances techniques et que les offres ont été analysées par un bureau spécialisé.

La procédure de recours peut se terminer de diverses manières. L'autorité adjudicatrice, en prenant connaissance du recours, peut se rendre compte qu'elle a fait une erreur ; elle pourra alors annuler sa décision dans le délai qui lui aura été imparti pour prendre position.

Un arrangement peut également intervenir en cours de procédure entre les parties à la procédure. L'affaire peut se juger sur la base du dossier ou, au contraire, après avoir ordonné une expertise ou tenu une audience au cours de laquelle les parties et des témoins éventuels auront été entendus.

Le jugement qui sera rendu à l'issue de la procédure pourra consister en un rejet du recours. Si le recours est admis, la décision attaquée sera annulée et l'affaire renvoyée à l'autorité adjudicatrice avec des instructions impératives.

Les conséquences des recours

Les procédures de recours, lorsque l'effet suspensif est accordé, ont pour

effet de retarder la conclusion du marché ; généralement, il s'agit de travaux qui se trouvent ainsi repoussés de plusieurs mois. Ce retard est généralement mal ressenti de la part des collectivités publiques, pressées de voir l'aboutissement d'un projet, auquel il aura fallu consacrer du temps, d'abord pour sa conception, ensuite pour son acceptation par l'organe compétent.

A cela peut encore s'ajouter une longue procédure jusqu'à l'obtention du permis de construire. Il s'agit là cependant du prix à payer pour assurer une bonne application des règles sur les marchés publics, règles destinées notamment à permettre la concurrence entre les soumissionnaires. On ne peut qu'espérer que les économies réalisées par une meilleure concurrence compensent les inconvénients et les coûts liés à l'allongement de la procédure! ■